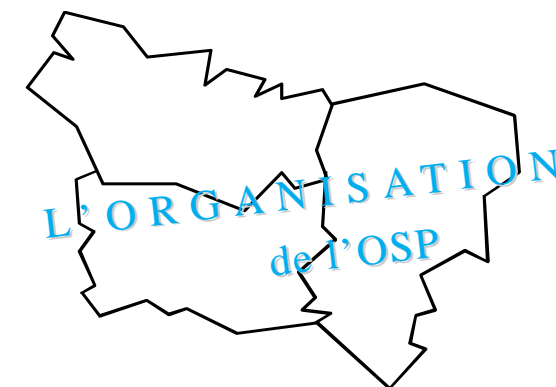




**Recueil d'informations régionalisées (RIR)
Thèmes 2001**

RIR 28 : bilan du passage aux 35 heures
RIR 29 : activité économique en Picardie
RIR 30 : le secteur des transports
RIR 31 : les exonérations de charges sociales



Bulletin n° 7 - mars 2001

Le COPIL du 18 décembre 2000 et l'assemblée plénière du 22 janvier 2001 ont permis de faire le point sur le fonctionnement des instances et la détermination du programme de travail pour 2001.

LE GROUPE

ORGANISME, INSTITUTION	NOMS
2 repr sentants de la DRASS	Thérèse ROUSSEL Hélène TAILLANDIER
1 repr sentant des DDASS	Jocelyne MAGDA
1 repr sentant du Conseil régional	Jean-Pierre MADER
3 repr sentants des Conseils généraux	CG 02 : Bernard BAS CG 60 : Marlène BOUTIN CG 80 : encouragé de signature
1 repr sentant des CCAS	Maryline CHOJNACKI, CCAS Amiens
1 repr sentant des CPAM et de l'URCAM	Marion VAN WONTERGHEM
1 repr sentant des CAF	Stéphane BAZILE
1 repr sentant des URSSAF	Ludovic ROSMORDUC
1 repr sentant des mutuelles	Jocelyne BEUZEBOC Union régionale de la Mutualité française
1 repr sentant des caisses de MSA	Stéphane BUCHOU
1 repr sentant de l'ORS	Alain TRUGEON
1 repr sentant des associations : URIOPSS	François FRENOIS, Directeur de maison d'enfants

La Base de Données Sociales Localisées (BDSL) est un outil conçu par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité pour mettre à disposition des services 44 indicateurs sociaux classés en 6 thèmes : minima sociaux, revenu et endettement des ménages - emploi et chômage, mesures d'insertion - logement, hébergement temporaire et d'urgence - formation, échec scolaire, illettrisme - santé, accès aux soins - grande marginalité, errance et conduites à risques.

Les niveaux géographiques sont variables en fonction de l'indicateur : la commune, le canton, la zone d'emploi, le département, la région et la France.

Agenda
Le groupe des directeurs des maisons d'enfants à caractère social (MECS) de l'Oise organise, avec le support de l'URIOPSS de Picardie, un forum ayant pour thème : **Accueillir les enfants et les adolescents en difficultés !**

L'objectif de ce forum est de sensibiliser, d'informer, les citoyens, les élus, les bénévoles.

**Le jeudi 17 mai 2001 à Beauvais
Espace Galilée
de 14 heures à 22 heures**

CONTACTS

DRASS de Picardie		ORS de Picardie	
Hélène Taillandier	03 22 82 30 16	Alain Trugeon	03 22 82 77 24
Laurence Gobert	03 22 82 30 13	Philippe Lorenzo	03 22 82 77 39

Bulletin de l'observatoire social de Picardie
 Directrice de publication : Maryse Lépée,
 DRASS de Picardie, 52 rue Daire, Amiens
 Comité de rédaction : F. Frénois, Ph. Lorenzo, Th. Roussel, H. Taillandier, A. Trugeon.
 ORS de Picardie, faculté de médecine,
 3, rue des Louvels, 80036 Amiens cedex 1
 Impression : ORS Picardie
 Tirage : 700 exemplaires

Calendrier prévisionnel

JANVIER - AVRIL Groupe projet Objet : travailler sur le document à paraître
MAI - JUIN COPIL, éventuellement, pour la validation du document annuel à paraître
SEPTEMBRE Groupe de travail "services déconcentrés" Groupe projet Objet : préparer le programme de travail
NOVEMBRE "Rentrée de l'OSP" Matin : assemblée plénière Après-midi : COPIL
Détermination du programme de travail Adoption du budget de fonctionnement
DÉCEMBRE Objet : travailler sur le document à paraître

Édito

Les instances...

Dans la continuité de ce qui avait été décidé lors de l'assemblée plénière du 30 juin dernier, toutes les instances ont désormais été installées, à savoir :

- le COPIL ;
- l'Assemblée Plénière ;
- le Groupe projet ;
- les groupes de travail.

... et leur fonctionnement

Le règlement intérieur de l'OSP a été adopté à l'unanimité par le COPIL, après une précision portée à l'article 11 concernant les personnes travaillant sur les données.

La charte constitutive de l'OSP est en cours de signature auprès des partenaires. Elle reprend les évolutions en cours de l'OSP et permet aux signataires de témoigner leur adhésion à la démarche collective pour la constitution d'un observatoire social en Picardie.

Lors de sa discussion en COPIL, 2 points ont été soulevés :

- le financement de l'OSP dans le cadre du contrat de Plan État-Région nécessitera de passer une convention entre l'État et la Région,
- pour identifier les moyens financiers et structurels pour faire fonctionner l'OSP, le maître d'œuvre se rapprochera du maître d'ouvrage.

Sommaire

Édito	p 1
Calendrier prévisionnel	p 1
Le programme de travail	p 2
Les rendez-vous de l'OSP	p 3
Le Groupe projet	p 4
Brèves	p 4

Le programme de travail 2001

Site Internet

L'observatoire social en Picardie effectue les démarches nécessaires pour la création d'un site Internet de l'OSP. Les données du *croisement d'informations régionalisées*, disponibles actuellement sous format papier pourront ainsi être consultées sur ce site. Conformément aux garanties éthiques prévues dans le règlement intérieur et liées au respect de la propriété de l'information, les données brutes ne seront pas mises en ligne.

Croisement d'Informations Régionalisées (CIR)

Deux CIR seront réalisés en 2001 :

- En mai 2001 : un CIR 99 élaboré sur la même trame que le CIR 98, mais avec la perspective de l'enrichir des données de la CRAM. Le CIR 99 intègrera la référence au taux national, lorsque cela est possible, pour faciliter la comparaison.

Le groupe de travail "CIR" s'est réuni le 15 janvier dernier, il se réunira le 3 mai prochain pour une validation finale avant envoi du document à l'impression.

En fin d'année 2001 : un CIR - données 2000 enrichi d'une analyse qualitative et d'un thème particulier. Parmi les propositions de thèmes des membres du COPIL, c'est celui de la maltraitance qui a été retenu pour 2001 dans la continuité d'un travail d'état des lieux déjà commencé.

Le groupe projet est chargé d'approfondir la réflexion relative

au thème particulier.

Les logos des partenaires participant concrètement à l'élaboration du CIR figureront dans le document, en distinguant les producteurs d'informations des financeurs.

Un groupe de travail sera constitué pour effectuer l'analyse qualitative

CIR : les thèmes proposés

- **État des lieux de la maltraitance** (thème choisi)
- **Accédants en difficulté** (surendettement...)
- **Minima sociaux, Rmistes** dans le dispositif depuis 1989
- **État des lieux de la famille** sous toutes ses formes
- **Phénomènes d'exclusion chez les jeunes** (exemple : état des lieux du dispositif TRACE en Picardie).

LE COMITÉ DE PILOTAGE

(4 collèges - 1 membre de droit)

Collège des Services de l'Etat		
un représentant du SGAR	DESTOUCHES Jacques	Sous-préfet chargé de mission
un représentant des affaires sanitaires et sociales	LEPEE Maryse	Directrice régionale
un représentant du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	GORET Eric	Responsable études et responsable du marché du travail
un représentant de l'équipement et du logement	CARON Roland	Responsable habitat ville bâtiment
un représentant de la protection judiciaire de la jeunesse	DEPOORTER Pascal	DRPJJ conseiller technique
un représentant de la jeunesse et sports	MENUET Eliane	Médecin conseil DRJS
un représentant de l'éducation nationale	MICHELIN Marie-France	Cons. tech. en travail social

Collège de la Protection Sociale		
un représentant des CAF	BAZILE St phane	CAF de Beauvais
un représentant des CPAM/URCAM	VAN WONTERGHEM Marion	CPAM de Creil
un représentant des URSSAF	GRIFFART Sylvie	URSSAF de Saint-Quentin
un représentant pour la CRAM, AVA, ORGANIC	JOLLANT Serge WOZNIAK Marie-Thérèse	Sous-directeur CRAM Assistante sociale régionale CRAM
un représentant des caisses de MSA	BUCHOU St phane	MSA Laon
un représentant des mutuelles	BEUZÉBOC Joël	Union régionale de la Mutualité française

Collège des Collectivités Territoriales		
un représentant de chaque Conseil général		
Conseil général de l'Aisne	HUBERT Denis	Directeur général adjoint
Conseil général de l'Oise	MAGNIER Brigitte	Vice-pte chargée de l'action sociale
Conseil général de la Somme	encours de signature	
un représentant du Conseil régional	MADER Jean-Pierre	Directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche
deux représentants des CCAS		
CCAS d'Amiens	DELGADO Eric	Directeur
CCAS de Chauby	DELABAERE Alain	Directeur

Collège des Associations		
un représentant de la FNARS	POULAIN Anne-Marie	Présidente
un représentant de l'URIOPSS	FLIPAUX Pierre	Directeur-adjoint
un représentant de l'URAF	VAUCELLE Michel	Président
3 associations œuvrant dans les domaines :		
de l'insertion : ABEJ	THOBOIS Jean-Yves	Directeur
de l'habitat : ADMI	AVEZ Pierre	Président
de la santé : AMSAM	LEGROS Michèle	Directrice

+ membre de droit		
un représentant de l'ORS	TRUGEON Alain	Directeur

Bulletins de communication

Trois bulletins seront diffusés :

- en mars 2001 : pour annoncer dans le détail le programme de travail 2001 et l'actualité de l'OSP (c'est ce numéro).
- au printemps 2001 : pour faire le point sur la *couverture maladie universelle*.
- en fin d'année 2001 : pour faire un point d'actualité de l'OSP.

Le règlement intérieur

Il regroupe les règles de fonctionnement de l'OSP et les règles de transmission et d'utilisation de l'information. Il comporte 13 articles repartis en 4 titres :

- Titre I : les instances de l'OSP
- Titre II : le programme de travail
- Titre III : le financement de l'OSP
- Titre IV : règles d'éthique.

Le règlement intérieur de l'OSP est disponible à la DRASS.

Groupe de travail "services déconcentrés"

Le volet santé du Projet Territorial de l'État en région comporte un thème relatif à l'observation socio-sanitaire. La méthodologie retenue pour mettre en place ce projet consiste, dans un premier temps, à faire un travail de recensement des besoins des différents services déconcentrés. C'est pourquoi un questionnaire leur a été envoyé.

Dans le prolongement de

cette démarche interministérielle, un groupe de travail "services déconcentrés" s'est réuni le 31 janvier 2001, afin d'échanger sur les besoins des services déconcentrés en matière d'observation socio-sanitaire et sur les études déjà conduites par chaque service. Les différents services ont souhaité continuer ces échanges afin de mieux se connaître mutuellement.

Les rendez-vous de l'OSP

3 mai 2001 : Réunion de validation du document CIR 99

27 juin 2001 : Groupe de travail "services déconcentrés"